

front libertaire

des luttes de classes

édité par l'Organisation Communiste Libertaire

espagne



la lutte ne fait
que commencer

33, rue des Vignoles
75020 Paris
Tél. : 370.46.86

ABONNEMENTS

FRANCE :	
10 n° plis ouverts	25 F
10 n° plis fermés	51 F
ETRANGER :	
10 n° plis ouverts	30 F
10 n° plis fermés	60 F
DIFFUSION :	
5 ex. pendant 10 n°	110 F
10 ex. pendant 10 n°	220 F

Pour tout changement d'adresse
joindre 1,50 F en timbres

C.C.P. FRONT LIBERTAIRE
33 907 40 La Source C

PERMANENCE tous les jours
33, rue des Vignoles 75020 Paris

région nord : même adresse
Région sud : GERMINAL 25
19, rue des Suisses 13200 ARLES

Pour tout contact avec l'OCL Mayenne :
Marc DELIGNY
B.P. 466 - 53008 LAVAL Cédex



AVIS AUX EVENTUELS REDACTEURS

Si vous désirez faire passer un article, il faut savoir les petites choses suivantes : le numéro de fin de mois sort le 25 de l'imprimerie. Il faut donc que les derniers textes nous parviennent le 15 au plus tard.

Le numéro de début de mois sort de l'imprimerie le 10, il faut donc que les derniers textes nous parviennent au plus tard le 1er.

Qu'on se le dise...

EDITORIAL

LE MARCHÉ COMMUN DE LA REPRESSION

Sous la pression de la RFA, les pays du marché commun veulent mettre en place un marché commun de la police.

Le comité européen pour les problèmes criminels a mis au point durant sa 25ème session, une convention contre ce qu'ils appellent le « terrorisme à motif politique ». Evidemment, des problèmes se posèrent pour faire avaler la pilule. Alors, simplement, ils ont exclu toute une liste de motifs qui ne peuvent plus être considérés comme étant des motifs politiques. Maintenant que cette convention est appliquée, il ne reste plus que les délits d'opinions et les délits de presse qui ne tombent pas sous le coup de cette convention...et encore ...

Si cette convention ne fut pas signée plus tôt c'est bien à cause des gaullistes. En effet, des vaillants défenseurs des libertés étaient en désaccord non avec le fond de cet accord, mais à cause de l'atteinte à la souveraineté nationale, qui semblait touchée par cette convention.

Les visées des états européens sont nettes : empêcher toute contestation à leur oppression. Le capital s'internationalise par les multinationales. Les pouvoirs politiques réactionnaires se mettent au diapason.

Un tel accord entre polices de différents états n'est pas une innovation ; il fonctionne depuis longtemps dans les pays de l'Est et depuis quelques années en Amérique Latine (Chili, Brésil, Uruguay, Argentine, etc...). Par cet accord, c'est la perte du droit de refuge, la négation du droit d'asile. Bien avant la signature de ce texte, la France, par PONIA interposé, appliquait déjà avec l'Espagne toutes les dispositions répressives de la convention.

Il nous faut, ici, ouvrir une parenthèse.

Pour nous, OCL, il n'y a pas de différence fondamentale entre un « crime de droit

commun » et un « crime politique » ; entre un emprisonné de droit commun et un détenu politique. Pour le droit commun et le politique, il n'y a qu'un seul responsable, le capitalisme. Nous nous refusons d'établir une hiérarchie entre politique et droit commun, nous nous refusons d'accepter la création d'une petite catégorie de privilégiés parmi les détenus. Apparemment, le vol d'une mobylette n'est pas politique. Pourtant, quand on gratte un peu le vernis superficiel, on s'aperçoit que le délinquant s'est laissé avoir par la publicité, qu'il n'avait pas les moyens de se payer une machine lui-même, enfin plein de petites choses de ce genre qui rendent l'inculpé victime plutôt que coupable.

Si nous attirons l'attention sur la mise en vigueur de cette convention c'est parce que le capitalisme européen cherche à étouffer toute opposition radicale au niveau national et européen. Une grande restructuration du capitalisme se prépare et la bourgeoisie ne veut pas avoir de grain de sable dans les rouages. La disparition de toute opposition laisserait les mains libres au capitalisme d'instaurer un régime fasciste pour contrer la montée des luttes ouvrières.

Les événements des dernières semaines ont montré que l'équipe présidentielle n'a pas les mains libres. L'arrestation du dirigeant palestinien ABOU DAOUD par la D.S.T. est un coup de couteau dans le dos de PONIA. Ce n'est pas pour nous déplaire bien au contraire¹. Il était assez bidonnant de regarder les explications embarrassées de ce cher ministre de l'intérieur qui, d'habitude, se montre bien plus arrogant et sûr de lui. Ça n'a pas été la fête à PONIA ces derniers temps. Voilà que la cour de cassation refuse à ses braves flics le droit de fouiller les petites voitures des français. Quel coup en vache.

Bien que ce cher petit fasciste en puissance ait écopé de quelques coups bas, il



Fernando CARBALLO, militant de la CNT emprisonné déjà pendant 25 ans et qui doit encore subir 18 ans de détention dans les prisons espagnoles, vient d'être libéré. Il ne fait aucun doute que la campagne menée depuis plusieurs mois, par le mouvement libertaire en Espagne, en France, et ailleurs a influé sur cette libération.

C'est une première victoire que nous apprenons avec joie mais le combat doit se poursuivre pour la libération de tous les prisonniers en Espagne!
F. L.

ne faut pas croire pour autant que la militarisation de la société se soit stoppée pour autant. Les travailleurs se trouvent expulsés du centre des villes pour être envoyés dans des cités dortoirs sur les périphéries. Ces cités-dortoirs sont conçues pour éviter tout contact entre les locataires. Le « métro dodo, boulot » marche à fond dans ces cités. Le manque d'insonorisation fait que le voisin devient un gêneur, un sombre individu faisant trop de bruit et gênant le sommeil. De plus ces cités-dortoirs sont difficilement défendables en cas de soulèvement populaire. Depuis plus de 15 ans, les HLM prolifèrent autour des grandes agglomérations. On a vraiment l'impression qu'un nouveau plan Hausmann a été mis en œuvre.

Malgré tous les moyens dont dispose le pouvoir, malgré toutes les embûches qui sont rencontrées, le mouvement pour l'autonomie ouvrière bien qu'encore très diffus, se porte relativement bien. Régulièrement nous apprenons qu'un journal se crée, qu'un groupe d'entreprises se forme. Depuis 1968, ce phénomène n'est pas très nouveau. Par contre, l'innovation dans ce domaine, c'est que ces groupes ont une volonté individuelle réelle, une volonté de ne plus être magouillés par des organisations gauchistes. Dans ce numéro de F.L., une partie de l'équipe d'un de ces journaux expose de quelle manière les gauchistes se prennent pour récupérer un journal ou pour empêcher son développement. Ces manœuvres, venant des gauchistes, si elles ne nous surprennent pas, n'en sont pas moins le quotidien de la plupart des groupes se créant sur une action et luttant pour leur autonomie. Ce que nous retenons comme axe principal d'intervention (la lutte que nous menons pour l'autonomie ouvrière, même vis-à-vis de l'OCL), se trouve vivifiée par la lutte des travailleurs de la ROCA. Si nous avions besoin d'exemple, cette lutte en serait un.

Plus que jamais, nous ne pouvons que répéter, la forme d'organisation en parti est une formule bourgeoise, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ou ne sera pas.

1. Le coup de couteau, pas l'arrestation.

LA VIE DANS LES JOURNAUX LOCAUX

Nous apprenons que certains journaux se créent et d'autres disparaissent. Nous essayerons de tenir cette rubrique à jour car, bien qu'étant partielle elle permettra de voir les avancées ou les reculs du mouvement.

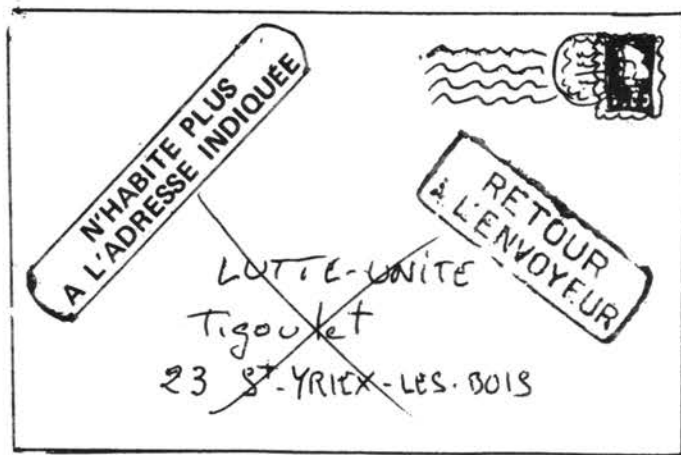
ORLEANS : ANTI-INTOX n'existe plus. Il a été remplacé par ET NOUS ? qui est édité par le PSU.

LA COMMUNE est plus un journal de quartier qu'un journal couvrant la ville entière.

KERBOST : LE PETIT ROUGE DU TRÉGOR ne sort plus.

CAEN : L'ECCHYMOSE est une revue faisant maintenant de la poésie.

POITIERS : LE GOINFRE apparaît pour faire de la contre information.



Il s'est passé de drôles de choses dans la Creuse, de drôles de choses qu'entoure le silence, comme si justement il ne s'était rien passé...

Il existait un groupe autonome dans le département qui publiait un journal local : « LUTTE-UNITE ».

Aujourd'hui, il n'y a plus de journal, plus d'activités, plus de groupe. Comment ? Pourquoi ? — personne ne sait. Tous les paysans, les travailleurs qui se sentaient plus ou moins proches de ce groupe qui « enfin faisait quelque chose » sont dans l'ignorance totale. Il est arrivé plusieurs fois que certains viennent nous trouver pour nous demander si ce n'était pas possible de faire quelque chose avec « Lutte-Unité » parce qu'il se passait ceci ou cela chez eux.

Mais, que s'est-il passé ?

Le groupe « Lutte-Unité » s'est créé fin 1973 en réunissant un certain nombre de militants du Comité Larzac Creusois qui voulaient aller plus loin qu'un simple soutien aux paysans du Larzac. Groupe autonome qui est né avec la volonté d'avoir une activité anti-capitaliste dans le pays, qui corresponde aux problèmes rencontrés par la population laborieuse : petites entreprises très peu nombreuses, émigration des forces vives vers le nord, petite et moyenne paysannerie qui a du mal à survivre.

Durant deux ans, le groupe a eu de multiples activités et est devenu un pôle politique attractif dans la région, ayant un minimum de crédibilité, publiant un journal régulièrement. Le groupe était actif et dynamique.

D'un autre côté, il n'a jamais su et voulu intégrer réellement à ses activités les diffuseurs assez nombreux du journal, ses divers sympathisants. Au contraire, il s'est relativement isolé des travailleurs et de la population en cherchant à devenir un groupe plus « politique » (au sens suiviste par rapport aux initiatives de l'extrême-gauche parisienne) en participant à des discussions entre Révolution et la GOP.

Plusieurs camarades qui voulaient participer à « Lutte Unité » ne sont pas restés à cause des débats idéologiques qui y avaient lieu. L'intervention militante de masse est négligée, délaissée. Toutes les perspectives politiques réelles et concrètes qu'entraîne une pratique de masse sont absentes. Et si l'on s'entête dans cette voie, les seules perspectives qui existent dans la suite logique de ce repli sur soi-même, sont le rattachement à une organisation politique qui, elle, donne-

ra des affiches, des positions sur tous les problèmes, une sécurité quoi ! Les seuls militants organisés, deux militants de la GOP, se sont sentis assez forts pour « tenter leur chance ».

Décembre 1975. (C'est la GOP qui cause) : « LUTTE-UNITE, c'est un échec ; on a des contacts mais on ne sait pas quoi faire avec ; la période qui s'annonce va être dure, il faut serrer les rangs, construire l'organisation, le parti, prioritairement pour résister aux coups du pouvoir. Déjà, certains camarades du groupe adhèrent à la GOP. On arrête toutes les activités, le journal ; le groupe « Lutte Unité » continue d'exister comme groupe de discussion dans le cadre de la fusion GOP-Révolution ».

C'est des malins les gens de la GOP ! Ils ont tapé en plein dans le mille ! Juste quand il fallait ! Cela fait 6 mois qu'il n'y a plus rien qui se fasse au groupe, hormis des discussions idéologiques, personne ne sachant trop quoi faire et tout le monde en ayant marre. La GOP, eux, ils ont tout dans leurs valises : les idées, la propagande, les structures, la sécurité et une démagogie à faire rougir un politicien social-démocrate. Et puis il y a cette fusion avec Révo/la GOP... eux savent ce qu'ils veulent : former au plus vite un groupe creusois avec une implantation paysanne grâce aux acquis de Lutte Unité, pour faire équilibre dans la région Auvergne-Limousin avec ces petits jeunes de Révolution.

Et voilà ! On forme un groupe à la base, unitaire, jeune et actif. Deux ans après, on tire un trait. Il est plus important de construire le parti du prolétariat que d'avoir une pratique de masse. Le groupe de la GOP s'est bien gardé de dire à qui que ce soit que « Lutte Unité » n'existait plus, et cela suffit pour laisser planer le doute. La GOP est en Creuse comme les morpions sur les luttes ouvrières et paysannes. Eux, ils ne font rien, mais ils connaissent quelqu'un qui est impliqué dans telle ou telle lutte. Alors là, ils ne le lâchent plus : on mange ensemble, on fait des risettes aux gamins, on baïe...

Ils ont changé de nom dernièrement. Maintenant, c'est OCT, mais c'est toujours les mêmes crapules. De petits bureaucrates prêts à n'importe quoi pour affermir leur misérable petit pouvoir...

O.C.L. Creuse

Si c'est pas vrai, qu'il y ait quelqu'un qui vienne nous dire le contraire !

MEETING



SUCCES

DU MEETING DE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DE ROCA

Le Meeting organisé le 14 janvier à l'initiative de l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE, avec l'ALLIANCE SYNDICALISTE, en soutien aux travailleurs de ROCA¹ en grève depuis le début novembre, a connu un réel succès : plus de 800 personnes ont rempli la salle B de la Mutualité à Paris, faisant de cette initiative la plus importante réunion libertaire depuis 68 dans la capitale.

Ce succès est d'autant plus significatif que les impératifs du soutien à la grève de

ROCA nous obligeaient à précipiter la date du meeting ne laissant qu'une semaine pour la campagne de préparation.

Le meeting fut essentiellement mené par les deux délégués du Comité de Grève et de l'assemblée de ROCA présents à la tribune, qui par la clarté et l'intérêt de leur compte rendu de la lutte suscitèrent l'attention et les applaudissements de l'assemblée et ce malgré l'écran de la traduction.

Le camarade du Comité Régional de Catalogne de la C.N.T. qui les accompagnait expliqua comment, dans la situation espagnole et catalane, la C.N.T. et l'ensemble du mouvement libertaire en Espagne voyaient dans la lutte de ROCA une grève exemplaire, en contradiction avec les magouilles du moment entre la royauté juancarliste et l'opposition de gauche, une grève que les camarades libertaires espagnols soutenaient sans réserve et de toutes leurs forces, une grève qui en elle-même, par son caractère, son contenu, ses méthodes d'organisation et de lutte, était la meilleure possible pour un type d'organisation et de pratique ouvrière en

rupture avec le syndicalisme dominant, pour un type d'organisation et de pratique ouvrière basée sur la démocratie directe, l'auto-organisation, l'autonomie ouvrière et se situant clairement dans une perspective révolutionnaire. C'est dans ce sens que la C.N.T. de Catalogne vient d'annoncer son soutien total à l'appel à la grève générale lancé par l'Assemblée de ROCA à tous les travailleurs de la région de Barcelone pour les 20, 21, 22 janvier, appel auquel se sont jointes depuis l'U.G.T. et la C.C.O. (Confédération des Commissions Ouvrières, contrôlée par le PCE), cette dernière avec bien des réticences vu ses démêlés avec les travailleurs de ROCA.

Il faut en effet rappeler qu'au cours de la grève les travailleurs ont dû s'affronter non seulement avec le patronat et la garde civile mais aussi avec l'U.S.O. et la C.C.O. ; (liées la première à la C.F.D.T. , et la deuxième à la C.G.T.), ces deux centrales ayant voulu chapeauter la lutte puis rapidement se lançant dans une campagne systématique de boycott, d'isolement, de calomnie des travailleurs de ROCA.

face à l'Espagne des politiciens, il y a une autre Espagne:

l'Espagne des luttes

ROCA



Après l'intervention du camarade de la C.N.T., les camarades de ROCA nous donnèrent au cours de leurs diverses interventions et dans leurs réponses aux questions de l'assemblée un tableau complet de la situation comprenant un certain nombre d'informations complémentaires à celles publiées dans le F.L. précédent (N°60) :

— Sur un plan économique nous savons maintenant que le trust américain Ideal Standard représenté en France par l'entreprise du même nom et par la S.G.F. Société Générale de Fonderies (Jacob-Delafon, Chappée) a pris une part importante du capital de ROCA et y représente la fraction dure du patronat. Nous savons également que l'usine de Gava représente la majeure part du potentiel industriel de ROCA, ce qui fait que les délais de livraison atteignent déjà 3 à 6 mois, et que des entreprises italiennes profitent de cette situation pour occuper le marché européen de ROCA.

— Sur le plan de la solidarité les camarades de ROCA ont souligné l'effort des camarades libertaires qui ont organisé de nombreuses collectes avec les travailleurs de ROCA jusqu'en plein centre de Barcelone, sur les Remblas. Et nous ont informé de leurs démarches auprès des centrales syndicales françaises pour obtenir un soutien, démarches qui se sont soldées par un refus de la C.F.D.T. et de la C.G.T., et une somme de 2,000 frs de F.O.. Nous rappelons que les besoins minimums des 4 000 grévistes sont de 4 millions de pesetas par semaine soit 300,000 frs.

Au niveau de l'information, le mur de la violence semble brisé et la plupart des journaux catalans parlent de la lutte de ROCA. Il faut signaler une initiative des militantes libertaires regroupées dans MUJERES LIBRES qui ont publié une brochure faite d'interviews des femmes des grévistes de ROCA qui comme le souligna un des délégués sont depuis le début partie prenante de la lutte et participent aux Assemblées Générales.

Pour ce qui est de la répression, en dehors des affrontements violents de ces derniers jours avec la police, et du procès des grévistes inculpés fixé au 22 janvier, il faut signaler que le lundi 10 janvier un camarade de la CNT de Madrid (Syndicat du Textile) a été arrêté puis torturé par la police pour avoir distribué des tracts des grévistes de ROCA-Gava devant une autre usine de ROCA à Alcada De Henarez dans la banlieue de Madrid. Le juge auquel il a été présenté a refusé de l'inculper, et le médecin auquel il a été présenté comme victime d'un accident a certifié qu'il a bien été torturé.

Après les interventions des camarades es-

pagnols, un camarade de l'O.C.L.a lu une déclaration commune aux organisateurs O.C.L. et A.S. et à un certain nombre d'autres organisations libertaires qui s'associaient au meeting : Fédération Anarchiste Communiste Bulgare en exil ; Groupe d'Action et d'Etudes Libertaires, Organisation Combat Anarchiste, Tribune Anarchiste Communiste, Union des Travailleurs Communistes Libertaires.

Enfin Carlos Andreou termina cette soirée par quelques chansons de lutte du peuple espagnol.

Dernier point sur le meeting la collecte organisée rapporta près de 5,700 frs qui furent aussitôt versés aux travailleurs de ROCA.

Pour compléter cette solidarité politique et financière nous appelons tous les camarades à organiser des collectes pour ROCA, provisoirement les dons peuvent être envoyés au CCP de Front Liberaire, CCP 33 907 40 C avec mention ROCA.



!! DESOBEDECE !!

¿ UN VOTO ?

UN FOSFORO *



*** desobéis !!
un vote ? une allumette**

Le texte qui suit est une traduction d'un tract qui a été abondamment diffusé, pendant les élections, par la CNT de Catalogne.

A TOUS LES TRAVAILLEURS

Camarades,

Le processus de décomposition du franquisme s'accélérait avec la mort de Franco, le système capitaliste, le même qui l'a soutenu durant quarante ans, se propose de passer à une pseudo-démocratie. Les hommes politiques qui veulent faire cette « réforme » sont les mêmes que ceux qui ont massacré la classe ouvrière à Vittoria, Almeria, Fuenterrabia, Tarragona... pour les cas les plus récents, et ils prétendent nous parler maintenant de démocratie, de participation, et nous proposent aujourd'hui un référendum.

Avec lui, ils nous offrent deux alternatives : un NON qui donnerait raison aux secteurs fascistes, et un OUI qui donnerait un chèque en blanc au même gouvernement qui a dicté le licenciement libre, la congélation des salaires, des conditions de négociations toujours favorables au patronat, en même temps qu'il continue de réprimer les luttes ouvrières.

Tout le monde commence à se répartir les rôles de la comédie parlementaire. D'un côté Suarez prétend assurer son pouvoir avant les prochaines élections en contrôlant la réforme, et d'un autre côté freiner le mouvement ouvrier avant que la véritable question des structures politiques et économiques ne soit posée par ce dernier. De l'autre côté, l'« opposition démocratique » devant l'impossibilité de participer au jeu, demande l'abstention et élit une commission qui s'arroge une représentativité qui ne s'appuie sur rien, pour négocier au nom de tous — et surtout au nom des travailleurs — avec un pacte social conclu dans notre dos. C'est-à-dire qu'en échange de la possibilité de participer un peu au pouvoir, on essaie de s'assurer le contrôle des travailleurs. Ils nous demandent aussi de pactiser et de chercher

des médiations et de céder sur nos revendications sociales et économiques, en un mot, de retarder notre processus d'auto-organisation.

Nous sommes une fois de plus devant la tromperie que tous les gouvernants et politicards essaient de faire avaler aux individus qu'ils disent représenter. Tromperie qui consiste à faire croire qu'avec seulement un bulletin de vote, on arrivera bientôt à la société qu'ils rêvent : la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Evidemment, aucun gouvernement ne met en danger sa raison d'exister dans aucune des pratiques appelées « démocratiques » de sa gestion.

Dehors toutes les tromperies, les tutelles, que la vérité explose dans tous les cerveaux et que se sache une fois pour toutes que le travailleur n'a à espérer de personne d'autre que de lui-même. Il n'y a pas d'institutions ni de classes sociales qui s'intéressent aux ouvriers ; toutes vivent du monopole et de l'exploitation et espèrent bien éterniser cet état de fait.

Cette situation, nous ne la changerons qu'avec l'union de tous les travailleurs dans des organisations qui luttent pour la libération du double joug du capitalisme et de l'État. Notre finalité consiste en la réorganisation de la vie sociale, assise sur la base du communisme libertaire et l'action révolutionnaire de tous les travailleurs.

Il ne s'agit pas de s'abstenir tout simplement aux prochaines élections, mais qu'en marge d'elles nous commencions à nous organiser sur la base de la société que nous voulons.

Si tu veux Culture, Liberté, Égalité, va et fais-en la conquête. Toutes les forces, pour ton émancipation, sont en toi. Le miracle politique ne s'est jamais réalisé et ne se réalisera jamais.

Ton émancipation sera ton œuvre ou ne sera pas.

Confédération Régionale du Travail de Catalogne (CNT)

La

Avant Propos :

Tous ceux qui désireraient en savoir plus, nous ne pouvons que leur conseiller de lire le livre admirable d'Abel Paz *Durruti et le peuple en armes*.

O.C.L. - ARLES.

La Colonne Durruti fut l'une des premières colonnes constituées après les journées glorieuses de juillet 1936. Elle fut formée exclusivement de volontaires, qui appartenaient tous à la CNT-FAI.

C'est dans la première réunion du Comité Central des Milices¹ qu'il fut décidé qu'une colonne partirait pour l'Aragon, avec à sa tête, Durruti, comme responsable et le commandant Perez-Farras comme chef militaire. Cette colonne partirait de Barcelone au plus tard le 24 juillet et d'autres la suivraient. Devant compter 12 000 hommes ; elle aurait pour but d'attaquer et de prendre Saragosse, objectif suprême. Les comités de défense de quartiers furent chargés d'organiser l'enrolement des miliciens².

C'est ainsi que la Colonne partit pour le Front d'Aragon. Voici comment, celle qui fut la compagne de Durruti, nous relata ce départ : « Je suis partie dès la formation de la dite Colonne à Barcelone peu après la réédition des factieux, dans le camion aux vivres, dit « camion des boîtes à sardines ». La colonne prenait la route de Zaragoza, sans provisions de bouche ; un appel à la population, lancé par radio, a fait surgir des maisons barcelonaises une foule de gens apportant des vivres de toutes sortes, même des « plats cuisinés ». Car cet appel avait surpris les barcelonais en train de déjeuner³ ».

En effet, la distribution de vivres était contrôlée par les Comités de quartier ou par le Comité Central des Milices.

Très vite des divergences apparurent entre Durruti et Pérez-Farras, militaire de profession, qui n'avait pas confiance dans la forme d'organisation que s'était donnée la Colonne. Durruti comprit très vite. Aussi choisit-il le sergent d'Artillerie Manzana, qui depuis plusieurs années participait aux comités Antimilitaristes de la CNT. Manzana était gagné à la cause anarchiste.

« Durruti confia à Manzana et à l'instituteur Carreno⁴ la tâche de doter la colonne de munitions, d'artillerie, de mitrailleuses. Ils devaient aussi organiser un corps sanitaire composé d'infirmiers et de médecins, avec une équipe chirurgicale d'urgence⁵ ».

Une confiance réciproque s'établit entre Durruti et Manzana. Ce ne fut pas le cas avec Perez-Farras qui reprochait à Durruti ses méthodes trop libérales.

colonne DURRUTI

Durruti répliqua : « J'ai déjà dit et je le répète : durant toute ma vie, je me suis conduit en anarchiste, le fait d'être nommé responsable politique d'une collectivité humaine ne peut changer mes convictions. C'est à cette condition que j'ai accepté de jouer le rôle que m'a confié le Comité Central des Milices ».⁶

I- COMPOSITION DE LA COLONNE

Comme nous le disions plus haut, la Colonne Durruti était formée par des volontaires, il n'existait pas la classique discipline militaire. Celle-ci était remplacée par le concept de « responsabilité », c'est-à-dire que le milicien était responsable de ses actes devant la centurie, qui déterminait le degré de responsabilité.

A propos du commandement de la Colonne, Durruti dit : « Ce serait bien triste pour moi et pour notre mouvement si j'étais obligé de commander nos camarades comme un général. Je vis, je mange et je couche avec eux. Dans nos attaques, comme dans notre action défensive, je marche avec mes camarades »⁷.

« Soixante-dix pour cent des éléments de la colonne étaient la fleur de la jeunesse anarchiste de Barcelone. Jeunes et moins jeunes, tous étaient des révolutionnaires qui avaient connu les combats de rue. Mais ils ne connaissaient pas la lutte en terrain découvert »⁸.

« La colonne possédait un délégué général, mais la base était amplement consultée. Il y avait le comité de centurie, formé des délégations des groupes, un comité de guerre de la colonne, comprenant tous les délégués des groupements auxquels s'ajoutait le délégué général. La direction de la colonne dépendait du comité de guerre. Le conseil technique militaire chargé de l'élaboration des plans stratégiques assistait le comité de guerre. Toutefois les plans ne pouvaient être appliqués qu'après leur approbation par le comité de guerre.

Le contact entre le comité de guerre et le conseil technique militaire était constant...

Le comité de guerre se donna un organe permanent, une sorte d'officine qui comprenait plusieurs services : PTT, statistiques, presse, etc... L'âme de ces services était Emilienne Morin... »⁹.

« ...je me suis « occupée » du secrétariat, puis je suis allée plusieurs fois à Paris pour participer à quelques meetings et conférences organisés par les camarades français »¹⁰.

Le service de propagande se chargea de rédiger et d'imprimer le journal de la colonne qui parut avec le titre : El Frente (Le Front). Plus tard, la colonne se dota d'un émetteur radio.

Plusieurs camarades venant de pays « étrangers » s'incorporèrent à la colonne, ils formèrent le groupe international de la Colonne Durruti, dont le travail consista à attaquer toujours et partout.

II- LA COLONNE ET L'IMPLANTATION DU COMMUNISME LIBERTAIRE

Le milicien, durant ses heures libres,



aidait les paysans dans leurs travaux. La majorité de ceux qui formaient la colonne, étaient des camarades et s'ils luttaient, c'était pour abattre le fascisme et faire à la fois la révolution sociale, c'était surtout ça qui les intéressait le plus.

La colonne traversa plusieurs villages avant d'arriver sur le Front d'Aragon.

« Lorsque les paysans manifestaient une joie particulière à la vue du drapeau Rouge et Noir, Durruti descendait pour parler avec eux : « Avez-vous organisé votre collectivité ? N'attendez pas. Occupez les terres. Organisez-vous sans chefs, sans maîtres, sans parasites. Si vous ne réalisez pas cela, il est inutile que nous allions plus loin. Il nous faut créer un monde différent de celui que nous détruisons, sinon ce n'est pas la peine que la jeunesse se fasse tuer sur les champs de bataille. NOTRE CHAMP D'ACTION, C'EST LA RÉVOLUTION »¹¹.

« Partout où la colonne pénètre, la collectivisation se fait. La terre est donnée à la collectivité. De serfs des caciques qu'ils étaient, les prolétaires agricoles deviennent

des hommes libres. On passe du féodalisme de la campagne au communisme libertaire. La population est ravitaillée par la colonne en nourriture et en vêtements. Celle-ci s'incorpore à la communauté villageoise pendant son séjour dans la localité. La révolution impose à la colonne une discipline plus sévère que ne pourrait le faire la militarisation. Chacun se sent responsable de la réussite de la révolution sociale, qui est au centre de notre lutte et qui la détermi-

nera à l'avenir comme dans le passé... »¹².

III- DURRUTI ET SA COLONNE

a) Durruti parle de sa colonne :

« Je suis satisfait de ma colonne. Mes camarades sont bien équipés et, quand l'heure vient, tout fonctionne comme une bonne machine. Je ne veux pas dire par là qu'ils cessent d'être des hommes. Non, nos camarades sur le Front savent pour qui et pour quoi ils luttent. Ils se sentent révolutionnaires, ils ne luttent pas pour la défense de nouvelles lois plus ou moins promises, mais pour la conquête du monde des usines, des ateliers, des moyens de transport, de leur pain, de la culture nouvelle.

Ils savent que leur vie dépend du triomphe...

... Dans tous les villages dont nous nous emparons nous commençons à développer la révolution. C'est le meilleur de notre guerre et quand je pense à elle, je me rends compte davantage de ma responsabilité.

colonne DURRUTI

Depuis les premières lignes jusqu'à Barcelone, il n'y a que des combattants pour notre cause.

Tous travaillent pour la guerre et la révolution...

...Je suis satisfait de mes camarades qui me suivent. J'espère que, eux aussi, sont contents de moi. Ils ne manquent de rien. Ils ont à manger, de quoi lire, ils ont des discussions révolutionnaires. La fainéantise est absente de nos colonnes. Nous gagnerons la guerre, Camarades ! »

b) Les rapports avec sa colonne :

« Ils furent toujours très cordiaux, très humains, mais il n'admettait pas de « retour en arrière » chez les miliciens qui l'avaient suivi volontairement. A ceux qui regrettaient d'avoir laissé leur famille et désiraient « Volver à casa », il essayait de leur faire comprendre l'enjeu de la bataille engagée contre les fascistes. Mais il les laissait partir « à pied » estimant que les véhicules à la disposition de la colonne ne pouvaient servir pour le « retour » des indécis »¹³.

IV- LA MILITARISATION DE LA COLONNE

A propos de la militarisation, Durruti déclara :

« Nous n'allons à la recherche, ni des médailles, ni des honneurs. Nous ne demandons pas de fonction de député ou de ministre. Quand nous aurons vaincu, nous retournerons aux usines, et aux métiers d'artisanat d'où nous sommes venus, nous tenant éloignés des charges de chefs pour l'abolition desquelles nous avons tant lutté. C'est dans les usines, dans les champs, dans les mines que se créera la véritable armée pour la défense de l'Espagne »¹⁴.

Mais les grades, les saluts, les punitions, les récompenses ? ...

« Nous n'en aurons pas besoin. Ici nous sommes des anarchistes ».

Ne penses-tu pas que si la guerre durait longtemps le militarisme se stabiliserait et mettrait en danger la révolution ?

« Eh bien ? C'est justement, il nous faut gagner la guerre au plus tôt ! »¹⁵.

Quelle fut la réaction de Durruti devant la militarisation des milices ?

« Il est certain qu'il était farouchement opposé à toute espèce d'enrégimentement des miliciens, mais aurait-il pu s'y opposer par la suite, cela, je suis bien incapable de l'affirmer. En effet, n'oublie pas que Durruti n'a pas vécu assez longtemps pour assister aux transformations qui se sont opérées au sein des premières milices : la guerre civile a éclaté le 18 juillet 36, et il est mort le 20 novembre de la même année, soit 4 mois



Bujaraloz (Saragosse), août 1936. De gauche à droite : Manzana, conseiller militaire de la Colonne Durruti; Durruti, délégué général de la Colonne, et Francisco Carreño membre du Comité de Guerre.

seulement à la tête de sa colonne¹⁶ ».

« La colonne Durruti se transforma, en se militarisant, en 26^e division. Le climat révolutionnaire et de camaraderie entre les nouveaux chefs et la troupe persista miraculeusement jusqu'à la fin de la guerre¹⁷ ».

V- CONCLUSION

La colonne Durruti ne fut pas le seul exemple de ces colonnes confédérales même si elle est la plus illustre, on aurait pu tout aussi bien parler de la colonne de la CNT-FAI, de la colonne Ortiz, de la colonne du « 4 Septembre », de la colonne des Aguiluchos (les Aiglons), de la colonne Rouge et Noir, de la colonne de Fer, de la colonne Tierra y Libertad, etc...etc...

Toutes au service de la Révolution et de la classe ouvrière, contre le Capital et tous les éléments contre révolutionnaires.

O.C.L. — ARLES.

~ NOTES ~

1. Voir article dans FL « Miliciens OUI, Soldats JAMAIS ».
2. Voir Abel Paz **Durruti et le Peuple en armes**.
3. Emilienne Morin — Correspondance privée du 30/7/76 avec les auteurs de ces lignes.
4. Carreno, ami intime de Durruti, il sera après la militarisation et la mort de Durruti, membre du groupe des « Amis de Durruti », formé en février 37.
5. idem que la note 2
6. idem que les notes 2 et 5
7. Voir **Espagne Antifasciste N° 14** du samedi 24 octobre 1936
8. idem que les notes 2, 5 et 6
9. idem que les notes 2, 5, 6 et 8
10. Correspondance privée avec Emilienne Morin du 30/7/76
11. idem que les notes 2, 5, 6, 8 et 9
12. Karl Einstein (Colonne Durruti)
13. Correspondance privée avec Emilienne Morin - Compagne de Durruti — du 30 juillet 1976
14. Durruti in **Solidaridad Obrera** du 12/9/36
15. in **Espagne Antifasciste N° 18** du samedi 7 novembre 1936 •
16. Correspondance privée avec Emilienne Morin du
17. in **La CNT et la Révolution Espagnole** José Perats. Vol. II. p. 38.

SCANDINAVIE

INFORMATIONS ET PERSPECTIVES

NORVEGE : La FAFS (Fédération des Anarchistes et Socialistes Libertaires), née en 71, a subi une scission en septembre 75 sur des bases anarcho-syndicalistes, c'est-à-dire pour plus d'intervention dans les entreprises, avec des tendances léninistes : nécessité d'une organisation d'encadrement.

La RAF (a), (Organisation des Travailleurs Révolutionnaires (anarchistes) est le nom de cette nouvelle organisation. Elle publie « Arbertarmakt » (Pouvoir ouvrier).

La FA/FS, traversée par de nombreux courants (non-violents, anarchistes traditionnels, communistes libertaires, conseillistes), est maintenant dans une période de réflexion théorique (position sur les syndicats, les pays de l'Est, pour le féminisme...). Elle est en relation avec le groupe suédois de Göteborg en vue d'une organisation scandinave. Elle semble proche des positions de l'OCL (syndicats, féminisme...)

La RAF se rapprocherait plutôt de l'UTCL par ses positions pro-syndicalistes et avant-gardistes (rôle éducateur et d'encadrement de l'organisation spécifique).

Nous avons donc à mener un débat très approfondi dans la CICAL (Coordination Internationale Communiste Libertaire ; voir FL 56).

A part ces deux groupes, il vient de se créer une revue socialiste libertaire « Ekstremisten » et un groupe anarchiste traditionnel « Gateavisa » à Oslo.

SUEDE : Le groupe de Göteborg (une dizaine de militants) qui s'est appelé successivement depuis 74 « Groupe de Travail Anarchiste Révolutionnaire » (publication de « Svarta Häften » sur les luttes de libération nationale et sur le mythe du parti), puis « Groupe de Travail Anarchiste Révolutionnaire et Communiste Libertaire » (RA/FKAG (publication « Révolution » donnant la plate-forme politique du groupe), puis « Groupe de Travail Communiste » (KAG, publication : « Svarta Häften »). Le KAG s'est dissout en avril 76. Le groupe publie maintenant « International Révolution » (revue anarchiste pour la théorie et la discussion) sans savoir s'il se rattache au courant communiste international. Ce groupe est essentiellement théorique.

AUTRES GROUPES LIBERTAIRES

- Frihrhiga Kommunster (Communiste Libertaire) de Stockholm ;
 - IWW de Malmö : section suédoise des IWW (anarcho-syndicaliste) ;
 - Forbundet Arbertarmakt (FAM) (organisation Pouvoir Ouvrier) qui publie une revue « Radmakt » (Pouvoir de Conseils) et un journal « Arbertarmakt » (Pouvoir Ouvrier), groupe conseilliste ;
 - Kommunistiska Arbertar Forbundet (KAF) Organisation des Travailleurs communistes ;
 - Groupe « Direkt Aktion » de Göteborg.
- Les différences entre l'ex-KAG, FAM et KAF portent sur les pays de l'Est.
- ex-KAG : capitalisme d'État (proche de

nos positions) ;

- FAM : bureaucratisme d'État ;
- KAF : période de transition.

Outre cela, il existe « Arbertaren » (l'Ouvrier) de la SAL, organisation anarcho-syndicaliste (réformiste).

Signalons que « Socialismeller Barbarie-Stockholm » n'existe plus.

Il existe aussi un groupe « Iberiska Kommiten » qui publie à Stockholm « Information Spannen Portugal ».

DANEMARK : L'Ora-Dk, qui s'était créée en été 1973 et qui avait quatre groupes sur Copenhague, s'est dissoute le 1er mai 1976.

L'Ora-DK était née d'un groupe « 16 » né lui-même en été 1971 d'un groupe nommé « Zénit » apparu en 1967, tendance du « Studenter Sau Fundet » (association étudiante) sur des bases syndicalistes.

L'Ora-DK s'était créée sur des bases anarchistes communistes ou communistes libertaires.

En 1974, une scission de l'Ora-DK s'est produite sur les principes organisationnels et donna naissance à « Presse Banden » qui édita une brochure sur Baader-Meinhof et s'appela ensuite Basis et publia « Notes from Denmark », journal écrit en anglais relatant les grèves les plus exemplaires qui eurent lieu en 1974/75 (grève aux imprimeries Uni-Print, aux brasseries Carlsberg, Tuborg).

Basis (ex-Pressbanden) se situait un peu comme « Combate » au Portugal dans le mouvement pour l'autonomie ouvrière.

Nous ne savons plus rien de Basis.

Arras

son CLO, sa justice

CLO Arras : « Nous sommes désolés, vous allez devoir revenir ». (le juge-sic)

MARIE-JO CATELLE, FRANÇOIS BARTARD, PIERRE DAVID, PIERRE-MARIE CELLIER et JÉRÔME LACAMPAGNE, 5 militants du comité de Lutte des Objecteurs d'Arras comparaissaient le 3 janvier à 14 h. au tribunal correctionnel d'Arras pour délits d'injures envers l'armée, et ce à la suite d'une distribution d'un tract dont les points d'analyse : « L'armée, après l'école, façonne des êtres soumis qui, après leur retour à la vie civile, deviennent bien pensant et bien votant, parfaitement adaptés au monde du travail et à la société de consommation et de répression. L'armée dans ce but, maintient les appelés dans un état de servilité permanente. Grâce à un système hiérarchique poussé à l'extrême, elle écrase l'individu. Elle interdit tout droit de réunion, d'association ou d'expression. L'armée

au service du Capital, brise les grèves, enrichit les marchands de canons, est prête à réprimer tout mouvement populaire... ».

Ils tombent, d'après la justice, sous le coup des articles 23, 29 et 33 de la loi du 29 juillet 1881, relatif à « l'atteinte à l'honneur ou à la considération d'une personne ou d'un corps par allégation ou imputation d'un fait ; à la provocation par délits par voies diverses... » pouvant donner lieu à « 150' à 60 000 frs d'amende, et/ou 6 jours à 3 mois de prison ».

Après avoir joint au dossier deux télégrammes de soutien des C.L.O. de Toulouse et de Caen (ce qui ne lui fit pas trop plaisir) le juge entama la procédure. Aussitôt, l'avocat Rémy Chaine (du collectif d'avocats de la rue d'Ornano de Paris) souleva le problème du manque (dans le dossier) de la plainte ministérielle, sans laquelle, juridiquement, la procédure est nulle.

Le procureur de la République constatant le manque évident de plainte déclara toutefois, que cette plainte existait... Le petit monde de la justice délibéra donc... Les inculpés attendaient, avec leurs quatre témoins et leur bonne quarantaine d'amis venus pour la circonstance apporter leur soutien... La Cour revint et ce fut le report.

Ainsi rien n'est joué encore pour le CLO Arras. Le procès, auquel nous invitons tous les antimilitaristes du Nord, du Pas de Calais, de la Somme...aura lieu (toujours au même endroit) le lundi 7 février à 14 heures.

Une présence à ce procès, c'est non seulement montrer notre solidarité avec les copains et la copine inculpés, c'est aussi réagir face à la vague de répression entamée par le pouvoir contre le mouvement antimilitariste...le 7 février, un « contingent » de l'ennemi intérieur sera Arrageois.

OCL/LILLE

nîmes: procès de

A NIMES : DEUX INSOUMIS A L'ONF DEVANT LE TRIBUNAL

Deux camarades, objecteurs de conscience, insoumis à l'ONF, militants du CLO/Nîmes vont passer en procès devant le tribunal correctionnel :

— Jacques DEBIESSÉ, 29 ans, graphiste-dessinateur de presse le 28 janvier 77

— Michel MATHES, instituteur à Aimagues (village proche de Nîmes) le 11 février.

Il est à noter qu'il s'agit de son 2ème procès pour délit d'insoumission, cas unique en France à notre connaissance. Après une campagne de soutien, le tribunal lui avait infligé 4 mois de prison avec sursis il y a trois ans.

Une première réunion s'est tenue jeudi 13 janvier en vue de l'organisation d'une campagne de solidarité et de la formation d'un Comité de Solidarité avec les Insoumis. L'initiative en avait été prise par le CLO, des camarades inorganisés anti-autoritaires et les militants OCL de Nîmes. De nombreux camarades ont assisté à cette réunion (20 personnes environ) : les comités Larzac de Nîmes et Avignon, le groupe écologique d'Avignon, des syndicalistes, une forte proportion d'inorganisés, ainsi que les représentants des organisations d'extrême-gauche locales (LCR, PSU, OCT). Il a été décidé d'engager une campagne de solidarité avec ces deux camarades dans le cadre plus général de la résistance à la militarisation de la vie.

POURQUOI CES 2 PROCES ?

Ces 2 procès font partie de la campagne de répression engagée par le pouvoir contre tous ceux qui, surtout dans la région, résistent à la militarisation de la vie au sens large :

— militarisation économique : implantation de centrales nucléaires ; présentation de l'armée comme source de revenus pour les collectivités...

— militarisation idéologique : organisation de « secteurs » calqués sur le modèle militaire (psychiatrie notamment).

Il s'agit des paysans du Larzac, à la pointe de ce combat, qui subissent répression et manœuvres de division, de ceux qui les soutiennent en revoyant leur livret militaire, convoqués eux aussi devant les tribunaux des objecteurs et insoumis, de tous les travailleurs aujourd'hui affrontés à cette militarisation de la vie, des soldats qui luttent dans les casernes, dont 1200 sont actuellement réprimés (arrêts de rigueur, mutations...).

Ces deux procès surviennent alors que la campagne électorale commence, donc dans une période où l'opinion publique, captivée par les élections et leurs conséquences, est

a priori peu sensible aux thèmes antimilitaristes et où les procès des deux objecteurs risquent de passer relativement inaperçus. Le pouvoir peut donc trouver l'occasion idéale pour, par delà la répression de ces deux camarades, porter un coup important au courant antiautoritaire et à l'ensemble de l'extrême-gauche locale.

QUELLE RIPOSTE ?

Il s'agit tout d'abord de ne pas se cantonner à un soutien humanitaire des deux camarades, puisque ces deux procès, nous venons de le voir, font partie d'une campagne globale de répression.

Nous devons engager une campagne de solidarité massive et unitaire axée autour de la lutte contre la militarisation de la vie sous tous ses aspects, à laquelle doivent participer tous ceux qui, directement ou indirectement, mènent des luttes en ce sens.

D'ores et déjà, des initiatives ont été prises :

— meeting de solidarité le 27 janvier à la MJC du Chemin-Bas d'Avignon à 21 h.

— rassemblement au Palais de Justice le jour du procès : 28 janvier à 16 h. et 11 février à 14 h.

— gala de solidarité le 10 février à 21 h. au centre Pablo Neruda.

Pour tous ceux qui ne sont pas dans la région, le soutien peut se faire par : lettres, télégrammes, téléphone, soutien financier... à l'adresse suivante :

DEBIESSÉ, Ateliers Jadis Aujourd'hui,
30 390 DOMAZAN (tél. (66) 010389)
MATHES, Groupe Scolaire — 30 470,
AIMARGUES.

Lettre ouverte aux juges et citoyens de la République Française

Nous soussignés Jacques DEBIESSÉ, graphiste, animateur dans une association culturelle à DOMAZAN et Michel MATHES, instituteur à AIMARGUES, OBJECTEURS DE CONSCIENCE, appelés à comparaître devant le tribunal de Grande Instance de Nîmes pour répondre du délit d'insoumission profitons de l'occasion qui nous est faite pour rappeler nos convictions.

Ces procès témoignent des limites du libéralisme de notre régime actuel. Pour Jacques ce procès vient sanctionner 4 années de lutte, pour Michel c'est son deuxième procès après 5 ans de combat.

Nous sommes face à un pouvoir qui veut bien reconnaître le statut des objecteurs de conscience mais qui ne tient absolument pas compte de son contenu, de sa signification.

Un objecteur, appelé comme tout citoyen au service national, déjà pénalisé pour ses convictions (double durée de service, interdiction formelle de diffuser la loi stipulant le statut des objecteurs) se voit poursuivi en permanence. Même jugé et condamné il reste passible des Tribunaux.

Tout éducateur sait que si la punition n'a pas d'effet, c'est qu'il faut poser et chercher à résoudre le problème autrement. Or l'armée fière de sa mission éducative (de nombreux généraux et ministres ne se sont pas lassés de nous le faire entendre) l'armée elle, ne veut rien savoir. Elle ne connaît qu'un langage, celui de l'obéissance, de la soumission, de la résignation.

LE STATUT DES OBJECTEURS

C'est après la grève de la faim de Louis Lecoq que le gouvernement accepte le principe d'un statut pour les objecteurs (1er juin 1962), poussé par l'opinion publique et les actes de refus de la jeunesse devant la guerre d'Algérie. Une proposition de loi est rédigée par Albert Camus et vient en discussion au Parlement en juillet 1963. La loi paraît le 21 décembre 1963 et permet la mise en application du « Statut » le 1er janvier 1964.

Cependant ;

— seules les motivations philosophiques et religieuses sont acceptées

— le temps de service civil est double de celui du service militaire

— la période pour en faire la demande est très limitée et difficile à connaître

— l'article 50 de cette loi prévoit des peines d'emprisonnement de 6 mois à 3 ans pour ceux qui feraient connaître cette loi ! (attaquable constitutionnellement car « nul n'est censé ignorer la loi »).

Ensuite, le 2 septembre 1972, intervient le décret de Brégançon, signé par Pompidou, qui assujettit les objecteurs de conscience au ministère de l'agriculture, leur faisant faire un service civil à l'ONF (Office National des Forêts) avec un encadrement militaire : soumis à la justice militaire, pas de droit syndical, pas de droit de grève.

Ne pouvant accepter ces conditions, la grande majorité des objecteurs s'insoumettent donc à l'ONF (1500 objecteurs insoumis environ).

2 antimilitaristes

Nous aimerions par cette lettre adresser quelques questions nous paraissant de bon sens.

I - Est-il cohérent d'obliger des objecteurs qui refusent l'armée à accomplir un service para-militaire ?

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Nous ne rappellerions pas ici la nature et la fonction du Décret de Brégançon ; toutefois peut-on se sentir civil lorsque l'on est astreint à un règlement para-militaire (avec solde, régime de permission, de punition, etc...).

Les objecteurs restent avant tout des civils, comme leurs juges d'ailleurs ! qui sont amenés à les juger.

II - Messieurs les juges, pourriez-vous accepter de nous juger, vous, Tribunal de Juridiction Civile à partir d'un code de justice militaire ?

Où est votre belle indépendance, quelle garantie en avez-vous dans ce genre d'affaire ? Des juges civils rendent justice à des civils selon un code militaire. Belle indépendance ! L'État vous fait jouer un rôle répressif, de cette façon cela lui permet d'éluider les problèmes soulevés par les objecteurs et les insoumis.

Aussi nous pouvons le dire, maintenant, nos procès ne sont plus vécus comme affaire de discipline mais comme les révélateurs de la politique d'un gouvernement qui nous rejette, nous exclut, cherche par tous les moyens de nier notre lutte.

Juges civils, vous n'êtes que l'instrument de ce pouvoir qui nous met hors-la-loi.

Un pouvoir qui cache ses propres lois aux citoyens, se place lui-même hors-la-loi (article 50 du statut des objecteurs de conscience), il révèle par la même sa fragilité, son peu de crédibilité, voire son illégitimité, il veut nous faire endosser à nous objecteurs, ses mensonges et tromperies. Aussi aujourd'hui notre combat paraît de plus en plus clair.

III - Accomplir un service. Pourquoi ? Pour qui ? Pour quoi faire ?

Nous refusons que l'armée nous pille du pouvoir sur notre propre vie dans la légalité durant 2 ans.

Un objecteur ça « s'enrégimente » pas, mais ça ne se « statue » pas non plus !

Ce n'est pas parce que nous avons obtenu un statut que nous cessons d'être objecteurs.

Nous sommes objecteurs parce que nous sommes avant tout anti-militaristes et nous ne voulons pas d'une armée liée à un système social d'exploitation et d'abnégation.

Nous sommes objecteurs parce que nous refusons la place grandissante que cette armée prend dans notre société, parce que nous refusons également une économie qui nous place au 3ème rang mondial pour les ventes d'armes aux pays du Tiers-Monde, sans parler des ventes de centrales nucléaires

dont les applications militaires sont la seule « justification ».

A l'heure où le pouvoir tente d'accréditer la thèse d'une armée au service de la nation, nous affirmons avec vigueur que l'armée n'est pas un service public parce qu'elle n'est pas neutre.

L'histoire nous a montré et continue à nous montrer où se place l'armée dans les conflits de classe. Nous savons très bien que le système militaire est lié au système social en place.

C'est pour les mêmes raisons que nous dénonçons le Décret de Brégançon, première pierre d'un service civique généralisé dont nous avons vu le rôle d'embrigadement qu'il permettait. Il annonce de plus l'aménagement du service militaire actuel avec la suppression de la conscription, laissant le contrôle total de l'armement à une petite armée de professionnels dont la neutralité politique est plus que douteuse (les projets en ce sens ne manquent pas, du côté de la majorité, certains députés R.P.R. se sont prononcés pour cette suppression, d'autres pour une formule de « service national à la carte », d'autres enfin pour un service civique généralisé, proposition du capitaine Gelas).

Accepter donc le service selon Brégançon, ce n'est pas accomplir un service seulement civil (d'intérêt général, d'utilité publique) mais participer à la mise en place d'un service civique (n'ayant rien de social et gardant son caractère militaire). L'intérêt général et national étant toujours celui du patronat et de la bourgeoisie (l'O.N.F. est un bel exemple d'entreprise capitaliste réalisant de très gros profits).

Au moment où le pays va atteindre un million et demi de chômeurs nous nous per-

mettons de mettre également en doute l'utilité de l'armée dans ses tâches dites civiles lors de la lutte contre les sinistres naturels (avalanches) ou marées noires (provoquées par les capitalistes industriels). Dans ces cas les soldats employés ne font que pallier les insuffisances des moyens de secours, d'effectifs ou de matériel.

IV - Solidaires des travailleurs, devons-nous accepter de jouer le rôle de briseurs de grève, de travailleurs bénévoles au rabais concurrençant les travailleurs déjà en difficultés ?

Là encore il faut être lucides et vigilants, notre combat rejoint entièrement celui de la classe ouvrière et de nombreux syndicalistes ne s'y sont pas trompés (prise de position des Fédérations des personnels des Services Publics, de la Santé C.G.T., du Bureau Fédéral Santé des Services Sociaux C.F.D.T., du Bureau National des Affaires Culturelles Santé C.F.D.T., de la Fédération Générale de l'Agriculture, etc...).

Notre procès n'est pas seulement, celui du Décret de Brégançon en tant que nouvelle tentative d'embrigadement des objecteurs, et du militarisme en général, contre quoi nous nous battons, mais ce sera également la tribune des objecteurs en lutte.

Ce sera une nouvelle fois l'occasion de répondre à la question toujours posée par vous citoyens qui n'avez qu'une idée floue de l'objection : « M'enfin, on vous donne le droit de ne pas faire le service militaire et de passer 2 ans peinarde à l'O.N.F. et vous s'y allez pas ? » (suite p. 12)



OBJECTION

(suite)

Mais comprenez-vous donc, vous êtes concernés par la militarisation, c'est notre problème à tous car depuis les « ordonnances de 59 » la notion de défense est devenue un état permanent il n'y a plus de distinction entre temps de guerre et temps de paix. Notre gouvernement peut réquisitionner militaires et civils à tous moments.

Peut-on laisser inculper et emprisonner des hommes pour leurs idées politiques ?

Citoyens français la question reste posée.

Michel MATHES
Jacques DEHIESSE



En août 1972 paraissait le Décret de Brégançon réglementant le service civil des objecteurs de conscience.

Face à la reprise en main quasi militaire des objecteurs, un grand nombre d'entre eux prirent la décision de s'insoumettre, refuser d'obéir ou déserteur de leur service civil.

L'organisation de la lutte passe en 1974 par la création de Comités de Lutte des Objecteurs (C.L.O.) organisés de manière autonome et fédérés.

LEURS OBJECTIFS

Nous voulons nous opposer à la défense d'intérêts que nous combattons par ailleurs, mettre au jour ce en quoi le décret de Brégançon participe à cette défense.

Notre combat ne doit pas s'isoler, car il est partie prenante des luttes contre l'appareil militaire. Pour notre part, nous élargirons la brèche qu'est le statut pour offrir à de nombreux jeunes la possibilité de refuser le service militaire sans s'exposer à deux ans d'emprisonnement.

Nous luttons pour que l'objection devienne une alternative dans laquelle une part importante de la jeunesse puisse s'engager.

Notre rôle est primordial : faire reculer le pouvoir pour nous, mais aussi pour ceux qui n'ont pas d'autre choix que la caserne ou la prison.

Nous ne voulons pas tomber dans le piège réformiste de la proposition d'un service civil pouvant être adopté par le gouvernement sans que le décret de Brégançon soit abrogé.

LEUR PLATEFORME

- - Liberté totale d'affectation.
- - Abrogation du décret de Brégançon.
- - Abrogation de l'article 50 du code du service national qui restreint la diffusion du statut.
- - Reconnaissance du droit à l'objection à tout moment et pour toutes motivations.
- - Liberté d'expression et de réunion pour tous ceux qui effectuent le service national.
- - Libération des insoumis, déserteurs et soldats emprisonnés.
- - Durée du service égale pour tous les appelés, objecteurs ou soldats.
- - Suppression de la justice militaire.

VICTOIRE !



Les emprisonnés de Landau-Neustadt, dont notre camarade Alex Schelch, ont retrouvé leur liberté le 18 janvier, et leur service prendrait fin début février. Leur peine de 60 jours de secret et d'isolement n'entraînera pas d'augmentation de la durée de leur service. Bertrand Riche, l'engagé, a gagné la résiliation de son contrat. Pour l'instant, officiellement du moins, aucune poursuite n'est engagée...

Cette nouvelle tombe au moment où une vague de solidarité se dessine nationalement :

— un comité de soutien aux emprisonnés de Landau-Neustadt, créé à l'initiative de l'UL-CFDT de Sisteron et du comité de lutte lycéen le 22 novembre, lance une large campagne de soutien en Haute-Provence d'où est originaire l'un des emprisonnés ;

— appel de nombreuses sections syndicales de la région rouennaise (dont celui de la section technique CGT des cheminots), d'où est originaire un autre appelé emprisonné ;

— le Syndicat national CFDT de l'INSEE « exige la libération immédiate des emprisonnés » ;

— l'Inter-syndicale SNI - SGEN - SNES - SNEP - SNC du CES d'Auffray (Seine-Maritime) «... est solidaire des soldats qui luttent pour les libertés d'expression, et exige leur libération immédiate...» ;

— le Syndicat départemental CGT-CFDT de la DDE de Haute-Loire «... proteste contre cette nouvelle chasse aux sorcières » ;

— un comité de soutien se crée à Villeurbanne (Rhône) ;

— un autre à la Faculté d'Asnières (Hauts-de-Seine) pour « demander l'arrêt de toutes poursuites contre les soldats du 44 RT » ;

— le Conseil municipal de Louviers (Eure)

et le conseiller général du même canton lancent un appel en faveur de la libération des emprisonnés ;

— un collectif de neuf avocats du Barreau parisien de la M.A.J. dénonce l'arrestation des soldats et le règlement dit « de discipline générale », etc., etc.

Cette clémence relative de la hiérarchie militaire peut tenir à plusieurs raisons : d'une part cette « ébauche » de solidarité qui a accordé à certains¹ emprisonnés quelque publicité, d'autre part la grève de la faim qu'ont menée pendant plus d'une semaine les emprisonnés du 44 RT, et enfin le fait que l'armée ne veut pas (en tout cas pour le moment) risquer d'encourir une opinion publique néfaste à son égard. Les remous créés autour des dossiers vides de Gallut sont encore à calmer...

En ce qui concerne les emprisonnés de Landau-Neustadt, une conclusion toute simple : seule la lutte paie !

Et elle ne doit pas s'éteindre : cinq appelés des comités de soldats de Tübingen (5e RD 24e GCM, 613e CI et 405e BCS) ont été arrêtés fin décembre pour avoir distribué le journal de caserne « GV m'FACHER » appelant en particulier à la solidarité avec les emprisonnés de Landau.

Non, les comités de soldats ne sont pas morts...

LA LUTTE CONTINUE !
LE SOUTIEN AUSSI !

1. D'après le quotidien « Libération », 1200 soldats seraient actuellement aux arrêts pour des motifs divers...

communiqué

Cet appel est issu d'une première rencontre nationale de regroupements d'anciens soldats, qui s'est tenue le dimanche 9 janvier à Paris.

Une trentaine de regroupements étaient représentés venant de nombreuses villes de France : Paris, Tours, Nancy, Caen, St-Lo, Rennes, Dijon, Lyon, Bordeaux, etc...

Les participants ont décidé la création d'un journal d'information : « L'Écho des Casernes », et la tenue d'une nouvelle rencontre nationale en Février, qui vise à rassembler tous ceux qui sont décidés à se joindre à ce premier appel. Soyons à la hauteur de l'entêtement et du courage du mouvement des soldats.

APPEL

Après la publication de l'appel lancé par les anciens soldats de la 11ème Brigade des F.F.A., nous sommes nombreux à nous associer à leur appel ; que nous soyons anciens soldats, femmes, avocats des emprisonnés, nous sommes parties prenantes du soutien à la lutte des soldats.

La solidarité avec le mouvement des soldats est déjà réelle. Elle est le fait, à des titres divers, de nombreuses sections, U.L. ou U.D. syndicales, de groupes paysans-travailleurs ou même du syndicalisme paysan, de femmes ou de jeunes regroupés sur la base des quartiers, des entreprises et des écoles.

Néanmoins, les activités sont trop fra-

gmentaires pour être efficaces d'une manière durable.

Or, la répression qui s'abat quotidiennement sur les soldats et les luttes qu'ils mènent contre les conditions d'existence qui leur sont faites imposent de franchir une étape nouvelle dans les formes d'organisations du soutien.

Ce soutien autour des soldats, appelés et engagés en lutte contre la hiérarchie militaire, doit être large, permanent et capable de se constituer autour du rassemblement de toutes les forces actuellement dispersées qui participent à la solidarité au mouvement des soldats sur les objectifs de lutte qu'eux seuls sont à même de se fixer.

C'EST POURQUOI NOUS NOUS ENGAGEONS :

- * à soutenir partout les soldats frappés par la répression en vertu du Règlement de Discipline Générale aux Armées (RDGA), qui nie tout droit aux soldats et les soumet à l'arbitraire de la Sécurité Militaire et de la justice militaire.
- * à soutenir les luttes, les revendications et les formes d'organisation que les soldats choisissent dans leur combat.
- * à faire connaître le plus largement possible les débats et les initiatives prises, dans et hors des casernes, par le mouvement des soldats.

Nous considérons le respect plein et entier de l'autonomie du mouvement des soldats comme la condition essentielle de ce soutien.

Nous appelons, dès aujourd'hui, toutes celles et tous ceux qui, dans les entreprises, les écoles, les bureaux, les quartiers et les campagnes se sentent concernés par ce combat à prendre en charge la constitution d'un

COLLECTIF NATIONAL DE SOUTIEN AUX LUTTES DES SOLDATS

et à constituer partout des collectifs locaux.

Premiers signataires ayant participé à la rencontre nationale :

Les regroupements d'anciens soldats et des anciens soldats des régiments suivants :

129 RI Constance, 152 RI Colmar, BA 705 Tours, 42 RT Rastadt, 25 RA Thionville, 6 BCA Grenoble, 41 GEQG Badon, 1 CUIR Wendel, 7 BCA Bourg St-Maurice, 601 GC Tübingen, 30 GC Lunéville, 35 RAP Tarbès, 42 RI Wittlich, 3 RG Mezières, 4 RH Besançon, 411 BCS Landau, 2 RC Verdun, 31 RG Castel Sarrazin, 44 RT Landau, 9 RH Provins, 8 RI Landau, BA Taverny, 2 RA Landau, 10 CS Blois, 611 CI Neustadt, 2 RH Orléans, 7 RI Neustadt, 23 RIMA Maisons-Laffittes, 53 RCT Fribourg, 4 RD Olivet...

Le Collectif femmes de soutien aux soldats.

Des avocats de soldats emprisonnés.

Pour tous contacts écrire

C.N.S.L.S. c/o Comité Larzac Paris

12, rue de Censier

75005 Paris.

NUCLEAIRE

La panne d'électricité qui a coupé la télévision pendant les vingt dernières minutes du « Jour le plus long » (ce qui, en soi, n'est pas mal), pose deux problèmes : Ce sont d'abord les méthodes détournées que le gouvernement emploie pour imposer telle ou telle décision et l'utilisation des médias en vue de faire admettre petit à petit les résolutions de ce même gouvernement. Pour comprendre le rôle des médias dans cette affaire, il faut d'abord reprendre ce que M. Cazeau lui-même écrivait au sujet de leur influence et en particulier, celles de la télévision. Les médias n'ont pas le pouvoir de modifier une opinion. Pour s'en persuader, il faut se reporter à certaines études qui prouvent qu'en général la presse ne fait que conforter les personnes dans leurs opinions préalables. Ainsi on a pu constater

qu'un article consacré aux méfaits du tabac avait été lu en majorité par les non-fumeurs — ce qui ne pouvait évidemment que renforcer leurs opinions — et que seulement 20 % des fumeurs avaient pris la peine de lire cet article. Si nous revenons au sujet qui nous préoccupe ici, nous constatons que le gouvernement a employé deux techniques différentes pour tenter d'imposer le nucléaire. Dans un premier temps il a, avec l'aide des médias, tenté de persuader l'opinion publique de l'utilité et de l'innocuité du nucléaire. S'il faut en croire les diverses manifestations qui ont suivi cette première campagne, il semble bien qu'elle n'ait eu aucune influence sur les opposants ; peut-être a-t-elle eu simplement des effets de renforcement d'opinion sur les personnes déjà favorables à ce mode de pro-

duction d'énergie. Dans un deuxième temps, le gouvernement a d'abord cherché un terrain d'accord quasi-général sur lequel il va pouvoir, par la suite, baser sa campagne. Ce terrain, il fallait que chacun, parlant du problème de l'énergie, s'y réfère. Il est évident que si chacun ne part pas d'une même base, les arguments doivent être différents. Pour imposer ce terrain d'accord, le gouvernement a fait appel à la télévision qui a diffusé sans arrêt et jusqu'à l'assimilation totale, une série de cent montage montrant la nécessité d'une économie d'énergie et le manque de potentiel énergétique français. Tout ceci, évidemment, accompagné de l'inoubliable : « En France, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées ».

Il apparaît, suite à la coupure, que si le fait de devoir économiser a été assimilé par chacun, il n'en est pas de même pour le manque de potentiel. Il fallait donc une preuve qui mette les personnes au pied du mur. La coupure devait enlever à un moment la dernière réticence des hésitants et des isolés, ce qui restait des opposants. La coupure en elle-même ne pouvait pas pro-

poulet à domicile

LES TRAVAILLEURS (EUSES) SOUS LIBERTÉ SURVEILLÉE (des éducateurs, animateurs, infirmiers, flics parlent)

Dans une série d'articles, nous allons tenter de dénoncer, analyser et préciser la tentative du capitalisme de mettre sur pied tout un ensemble de fichage, surveillance, lois, ... préparant des après-demain concentrationnaires, parallèlement nous essayerons de démonter le mécanisme idéologique employé par le pouvoir pour arriver à ses fins, à savoir qu'une partie des habitants de ce pays doivent se retrouver momentanément en accord avec les appels à la répression tout azimuts.

Ces articles ne sont pas l'oeuvre de quelques paranoïaques militants mais des témoignages, des appels de travailleurs des institutions de l'État (nous lançons un appel à tous les lecteurs de Front Libertaire pour qu'ils participent également à cette série — consommateurs à vos plumes).

PREMIER ARTICLE : L'ILOTAGE

APPEL DES ÉDUCATEURS DE PRÉVENTION C.G.T. — C.F.D.T. DE TOULOUSE (extraits)

L'ILOTAGE

A Toulouse, depuis juillet une centaine de policiers-flotiers sont mis en place par équipes de 3 à 6 ; prennent contact avec la population, les associations, centres sociaux, maisons de jeunes, clubs de prévention... qu'ils interrogent et auxquels ils demandent de collaborer.

La police, sous le couvert d'une animation, contrôle, fiche et applique plus précisément la politique de répression du gouvernement.

« La revue de la police nationale » souligne que « ce procédé (l'ilotage) doit permettre un rapide retour aux relations de confiance qui sont nécessaires entre la population et sa police...il doit permettre au poli-

cier titulaire de son flot de mieux connaître sa « population » et aussi à l'inverse de mieux se faire connaître d'elle ».

Cette revue ajoute « chaque flot doit être judicieusement choisi et délimité en fonction de divers critères tels que sa densité de population, l'implantation des points sensibles comportant les établissements scolaires ou universitaires, les consulats, les banques, usines et autres établissements ».

Ainsi sur un quartier de Toulouse composé essentiellement de travailleurs immigrés, un des flotiers est un ancien soldat de la guerre d'Algérie, et parle couramment l'arabe.

Sur un autre quartier ouvrier, un des flotiers de service habite le quartier depuis 10 ans.

L'ilotage qui fut pratiqué particulièrement, rappelons-le sous l'occupation et en Algérie, consiste, en fait, à confier à un policier la surveillance d'un quartier dont il doit chercher à connaître la vie, savoir ce qui s'y passe, ce qui s'y dit.

« En réalité, comme le déclare le préfet dans la « Dépêche » du 4/2/76, les flotiers sont surtout utilisés dans les quartiers populaires, dans les cités... (où ils tentent) de créer un climat de confiance, de connaître les groupes par une pénétration sur le terrain et éventuellement de détecter les associations dangereuses ou susceptibles de le devenir. Il n'est pas exclu que des femmes soient recrutées pour cette mission qui allie pour une part celle de l'assistance sociale à celle du gardien de la paix » !!

Déjà en 1971, Marcellin, déclarait lors du vote du budget de l'Intérieur : « au moment où une vague de banditisme déferle à travers le pays où la criminalité et l'usage de la drogue ne cessent de s'accroître, notre police a un rôle considérable à jouer ».

Ou encore « dans la période de trouble, de contestation où même les institutions les plus anciennes hésitent, l'État seul sert de rempart à la population contre la conséquence du désordre des esprits ».

La police étant un des piliers essentiels de la dictature de la classe bourgeoise, il n'est pas étonnant de voir l'importance de plus en plus grande qui est accordée à la police dans l'appareil d'état.

Dans le même sens, Poniatowski déclarait le 22 octobre 1974 au congrès du syndicat des commissaires : « La police a un rôle prioritaire : assurer directement par « la prévention » et si nécessaire par la contrainte, la sécurité de chacun ». Pour justifier l'ilotage comme « les opérations coups de poing » l'argument fallacieux est la protection de la population face au banditisme auquel la presse, en faisant largement écho, prépare le terrain, en créant un climat de peur, de panique, d'insécurité favorable à l'implantation de la police en général. Ainsi l'adversaire principal n'est pas le système capitaliste mais la Jeunesse. En fait ces opérations visent à préparer l'opinion publique à une répression policière contre les travailleurs en lutte.

LE NUCLEAIRE (suite)

duire cet effet ; c'est à ce moment que les médias doivent intervenir pour permettre au gouvernement d'imposer le nucléaire à l'opinion. En reproduisant l'incident à chaque journal diffusé, radiodiffusé et dans la presse (et ceci à partir du terrain d'accord), l'opinion devrait être imprégnée des théories sur la nécessité d'augmenter le potentiel, sous-entendu, bien sûr, par le nucléaire.

Le nucléaire devait, suite à cette propagande, apparaître comme une nécessité. Pour s'en rendre compte, il faut attendre les prochaines manifestations anti-nucléaires et constater leur ampleur.

Mais ce qu'il faut surtout retenir dans cette panne, ce n'est pas tant la méthode du gouvernement duquel il ne fallait pas attendre autre chose, mais le rôle que les médias

ont joué dans cette affaire sans jamais prendre position. Pour illustrer ce rôle, il nous faut faire part d'une nouvelle manœuvre de la presse et en particulier du journal « Ouest-France », pour imposer le barrage du Mont Saint-Michel. Depuis quelque temps on nous reparle du projet du Mont Saint-Michel, mais toujours comme d'un projet à l'étude. On voit cependant fleurir sur les colonnes des journaux des articles vantant les mérites du barrage de la Rance. Serait-ce bien utile si derrière il n'y avait pas la volonté d'amener les personnes à souhaiter le barrage du Mont Saint-Michel ? Personne ne pourra alors taxer « Ouest-France » d'impartialité ; il aura pourtant contribué pour une large part à l'élaboration de ce barrage.



N'ayez pas de préjugés : les cheveux longs ne sont pas le signe extérieur de la délinquance.

POURQUOI CES ILOTIERS ?

Face à la crise du capitalisme, la classe dominante pour maintenir ses privilèges, exploite de plus en plus durement la classe ouvrière (bas salaires, licenciements, chômage, fermetures d'usines) et pour ce faire développe une répression de plus en plus systématique sur les usines comme sur les quartiers. En effet la restructuration capitaliste engagée en France par la grande bourgeoisie avec l'aide de Giscard d'Estaing accentue la domination des trusts multinationaux. Et ce ne sont pas les soi-disant « changements » du gouvernement qui remettent en cause les rapports de production, bien au contraire.

Ce sont précisément ces rapports qui engendrent directement ces inadaptations que l'on connaît, et auxquelles on nous demande de pallier en tant que travailleurs sociaux. Car, c'est la place et le rôle fondamental du secteur social que de cacher les bavures et de colmater les brèches et les contradictions du système capitaliste.

Ce travail social devrait allier l'Assistance à la Répression avec subtilité mais les travailleurs se refusent de plus en plus à jouer ce rôle et sont alors eux-mêmes victimes de

la répression patronale et gouvernementale. (Poursuites judiciaires, fermetures de clubs de prévention, licenciements).

Face à cette situation le travail des organismes sociaux s'avère donc nettement insuffisant aux yeux du Pouvoir pour pallier les inadaptations de plus en plus complexes et étendues. C'est pourquoi le Pouvoir fait aujourd'hui appel à la police.

COMMENT RÉPONDRE À CETTE NOUVELLE ATTEINTE DES LIBERTÉS ?

Les travailleurs et la population doivent se mobiliser contre l'implantation des Ilotiers dans les quartiers.

— En menant une information large et systématique sur toutes les activités de ces policiers.

— En dénonçant tous ceux qui favorisent cette répression.

— En menant la lutte dans l'unité à la base de tous les travailleurs.

— Voir aussi Champ Social N°7 : « La Police et son rôle d'adaptation » et Champ Social N°15 : en bref : « Couverture policière dans le Val de Marne », ainsi que le N°19 sur le fascisme quotidien.



Ne vous laissez pas anéantir sur le terrain de la discussion stérile qui risque de s'envenimer.

L'intersyndicale C.F.D.T. - C.G.T. des éducateurs en Prévention de Toulouse.

« Prenez vos affaires en mains »... Voilà un slogan que la police nationale a su parfaitement mettre en pratique. A un type de système économique correspondent toujours des modes idéologiques, le capitalisme actuel (celui que nous subissons) le sait bien lui qui secrète ses propres modes représentatifs de l'idéologie sociale. C'est au sein de ces derniers qu'il faut situer « la nouvelle politique policière ».

— Loin de maintenir une police au seul visage de répression, d'autorité, de violence et de bavures, le pouvoir en place tient à lui apposer un visage social et un caractère de besoin (pour le bénéfice de tous et de toutes, pour le meilleur des mondes). La problématique étant posée, il ne restait plus à nos exploiters que la mise en pratique des moyens et méthodes les plus favorables, à une réelle réussite... Cela fut fait ! Rappelez-vous « le changement dans la continuité » !

— Un des moyens employés fut et est de faire peser, de faire penser à un climat d'insécurité, à l'ennemi intérieur, danger pour tous, au révolutionnaire esprit du mal, à l'anarchiste terreur, etc. Il fallait et il faut que la population demande elle-même sa police pour sa sécurité, pour son bien-être.

Ainsi, pour cette sécurité, le capital place et place des flics partout (dans le métro, dans le chômage, à l'école, au boulot, dans les quartiers, etc.) ; d'une part, on répond à la légitime demande, d'autre part on habitue les Français à avoir toujours près d'eux l'ange gardien, celui de la paix... le flic ! — à chacun son flic — (de l'individualisme !)... et notre société sera encore plus avancée... vers quoi ? nous vous ferons pas l'injure d'un développement d'analyse !!

— Dès ce tour joué, tout est permis. « Et si nous confiions à la population le soin de

self-repression

choisir elle-même les modes et lieux de nos interventions et par conséquent de sa propre exploitation ? » (extrait du Conseil des ministres). Et c'est alors la mise en place des écoutes de la population dans le but d'un travail plus fourni et réellement décidé par tous ; un moyen : le sondage.

— POLICE DES MINÉRIERS —

SONDAGE

AGE : SEXE : ACTIVITÉ :

1* - Parmi les dangers courus par la jeunesse, quels sont ceux que la Police des Mineurs doit aborder par priorité :

- Alcoolisme
- drogue
- prostitution
- pornographie
- délinquance juvénile
- dangers de l'auto-stop

Numérotez suivant votre ordre de priorité

2* - Considérez-vous sa participation à l'animation des loisirs de la Jeunesse comme une action positive.

OUI NON

3* - Suggestions.

(Exemplaires pris à la Foire Internationale de Lille : Confort ménager).

Après cela les Français ne peuvent même plus gueuler contre les flics puisqu'ils feront le boulot que ces derniers désirent ! Coup de chapeau, messieurs les « pigs-flics », habilement manœuvré ; après l'acte d'accoutumance, le besoin d'en voir un, pour se sentir mieux, vient la possibilité (démocratique bien sûr) de pouvoir les faire travailler comme l'on veut (il convient ici d'étudier les notions de : aliénation, conditionnement, idéologie, leurre, mâlin, piège à c..., sans compter le retentissement de classe capitaliste de cette nouvelle politique policière et le fait pour les répondants d'avoir une action sur la perpétuation du système...). Après les flics de la circulation, de la drogue, des gangs, des manifs, viennent ceux de la jeunesse, des loisirs, des transports en commun, des HLM, des bureaux de chômage, etc. Un exemple à Lille : déjà une dizaine d'animateurs-éducateurs-flics dans certains quartiers (populaires, évidemment), et ce n'est qu'un exemple' il y a d'autres villes en France...

(NB— Le GEDAL, groupement d'animation lillois, progéniture camouflée de M. le Maire de Lille, a accepté de les rencontrer ! Quel jeu joue le Parti socialiste ? Une panoplie de flics à la meilleure réponse !)

— La police n'est plus ce qu'elle était ; et c'est bien ce que le capital désire. Gageons qu'elle n'a pas changé mais qu'elle prend un autre visage, une autre apparence, ajoutée à une nouvelle finalité... réalité de plus pour un même combat quotidien.

O.C.L./Lille
15

MILITANTISME



Ceci est un début de réponse à l'article « militantisme » (F.L. N°60). Il ne tend pas à représenter la position de l'O.C.L. mais celle de ses seuls signataires.

ENGAGEZ-VOUS, RENGAGEZ-VOUS !

Peu importe les sources de l'« engagement » militant, dites-vous ? Que non ! Si l'on gratte un peu, combien trouve-t-on de faussés ? Militant parce que mal baisé, militant pour se défouler, militant esprit de sacrifice, militant en mal d'affection, etc... et au bout de la chaîne, l'Organisation-famille, giron où l'on se retrouve, et on vit militant, on bouffe militant, on baise militant... non ! Pas d'accord. Les « motivations » en sont une sacrée de réalité, et souvent malsaine. Alors on tire un trait pudique dessus, et, on n'en parle pas, ou peu.

« Militantisme révolutionnaire » : rompu le décalage entre l'idéologique et le vécu, dis-tu ? Mais pose toi la question : pourquoi donc ressentir le besoin de se justifier en tant que tel, et, par rapport à qui ? Tu sais bien que le décalage est irréductible tant que la société, ect... Et, qu'est-ce qu'on en a à foutre de se proclamer (s'auto-proclamer plutôt) révolutionnaire bon teint, bon ton, et pas sectaire surtout ? C'est donc si bon d'être reconnu en tant que tel ?

« Un engagement total de chaque instant, mettre à disposition toute sa personne » : faut-il encore jouer au militant-sacrifice ? Si c'est ça militer, pour toi, une fois encore, non ! Non, pas de génération sacrifiée (il

en a déjà eu assez comme ça) non pour ne pas se bouziller tout à fait, non parce qu'il faut aussi et d'abord vivre, vivre un peu, (et se réaliser ailleurs que dans le militantisme), non parce que ras-le-bol des militants constipés, non enfin car c'est le meilleur moyen de rejeter les prolos que tu cotoyes quotidiennement, comment veux-tu qu'ils viennent t'écouter si c'est pour s'arrêter de vivre eux-aussi (réunionite, discours, théorie, pluie de tracts, journaux, brochures, jargon inextricable...). On n'est pas des curés rouges. Ou noirs ! Tous les discours des organisations après 68, les supers-militants, et le sectarisme triomphant, ont, à eux-seuls fait perdre les acquis de mai. Les gens qui se rencontraient, se parlaient spontanément, où est-ce passé, dis ? « Engagement total » : on dit la même chose chez Moon, chez les curés et bonnes âmes en mal de martyrologie, chez les léninistes, les stalinien, partout où ça sent mauvais.

Engagement : c'est toujours pour saluer un drapeau, quelque chose ou quelqu'un. Et se faire avoir au bout du compte. Engagement : c'est le discours qu'on te tient pendant toute cette bon dieu de vie ; engagé au berceau, engagé à la maternelle, l'école, le bureau, la taule, engagé dans le civisme, dans la conjugalité, engagé dans l'église... partout c'est les mêmes discours !

Faudrait peut-être penser s'engager à changer de discours. L'imagination ça a du bon, non ? Réfléchir autrement que par ce langage, ces gestes, stéréotypés, langages auxquels les prolos entravent souvent que dale. Pas d'avant-garde, d'accord, mais qu'est-ce que tu veux que les gens compren-

nent à ta « liaison dialectique avec le projet politique... » ?? Face au tiercé, ça ne pèse pas lourd.

« Projet économique et social dont nous sommes porteurs » : c'est-y-pas de l'avant-gardisme qui cache son nom, ça ? Et surtout c'est faux ! On n'en a pas de projet économique, ou politique, tu le sais bien (ou alors tu es génial) ! Ce qu'on a, c'est pour dans 10 000 ans, comme chante Ferré, alors... Tu sais bien que face au programme commun on n'a pas de projet dit-cohérent (politique ou éco.) à proposer, et c'est ce qui fait le plus notre faiblesse. Si tu penses qu'on a avancé d'un pouce en gueulant élections-piège-à-cons (slogan phallo.) tant mieux pour toi. Mais, c'est pas avec ces biscuits-là qu'on tiendra la route !

Pour l'instant, la révolution, elle reste bel et bien le « phantasme » sur lequel tu craches. C'est pourtant pas une maladie honteuse ! Je te signale que ces phantasmes, ils te permettent de t'« assumer », de supporter cette vie. Ça aide, quoi. D'autant qu'on sait bien que c'est pas pour demain soir, la révo.

En attendant, il ne sera pas inutile de changer de mentalité, en changeant de langage (les discours militants hermétiques et sclérosants) sans se chercher de brevet-d'engagé-à-long-terme.

Imagine un peu demain, et parle moins de dialectique, imagine ta vie quand tu pourras prendre le temps. C'est aussi ça militer.

Un autre couple.

N.B. A chaque « tu », lire « vous ». C'était une facilité d'écriture.